

PREVISIONS ÉCONOMIQUES DE LA COMMISSION D'AUTOMNE 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE VARSOVIE

Prévisions économiques de la Commission européenne d'automne 2023 : la reprise des économies de la zone sera modeste

Le 15 novembre, la Commission européenne a publié ses prévisions économiques d'automne pour la période 2023-2025. Selon elle, après une forte expansion postpandémique en 2021 et 2022, l'économie de l'UE a perdu de son élan, avec une légère contraction du PIB fin 2022 et une très faible croissance sur les trois premiers trimestres 2023. La Commission anticipe une croissance 2023 de 0,6% pour l'UE, soit une révision à la baisse de 0,4 point par rapport à ses prévisions du printemps.

Dans la région, seules la Pologne et la Slovaquie devraient échapper à la récession en 2023, et l'Estonie devrait enregistrer cette année le plus fort recul de toute l'Union européenne. En 2024, les pays du groupe de Visegrad devraient connaître une croissance significative, tandis que les états baltes, tous en récession en 2023, enregistreraient - selon la Commission - un rebond significatif.

La Commission révisé ses prévisions économiques légèrement à la baisse

Le 15 novembre, la Commission européenne a publié ses prévisions économiques d'automne. Globalement, après une forte expansion postpandémique en 2021 et 2022, l'économie de l'UE a perdu de son élan avec une légère contraction du PIB fin 2022 et une très faible croissance au cours des trois premiers trimestres 2023. Tant pour l'UE-27 que pour la zone euro, la croissance en 2023 est estimée

par la Commission à 0,6% seulement, soit une révision à la baisse de -0,4 point par rapport à ses prévisions de printemps. La Commission prévoit que l'activité économique se redressera progressivement, à 1,3% en 2024 et à 1,7% en 2025 pour l'UE-27, et que l'inflation continuera de baisser.

Dans l'ensemble, la Commission européenne estime que la croissance devrait repartir à la hausse en 2024 et atteindre 1,3% à l'échelle de l'UE puis 1,7% en 2025. La reprise devrait notamment s'appuyer sur une baisse notable de l'inflation dans l'UE. Selon la Commission, l'inflation (indice harmonisé des prix à la consommation) est estimée à 6,5% en 2023 et devrait diminuer à 3,5% en 2024 puis 2,4% en 2025. La baisse de l'inflation devrait permettre une hausse des revenus réels disponibles et ainsi alimenter la consommation tandis que les exportations devraient également soutenir la reprise. Cependant, la hausse des taux d'intérêts observée en 2022-2023 a renchéri le coût de la dette, incitant les ménages à reporter certaines décisions d'investissement, notamment immobilières.

Le marché du travail se porte généralement bien avec des taux d'emploi élevés dans la plupart des Etats-membres. Le taux de chômage dans l'UE devrait rester stable à 6,0 % en 2023 et en 2024.

La Commission estime en revanche que l'incertitude et les risques qui pèsent sur les perspectives économiques se sont accrus au cours des derniers mois avec la guerre d'agression prolongée de la Russie contre l'Ukraine et avec le conflit au Proche-Orient. Les marchés de l'énergie semblent les plus vulnérables. De nouvelles perturbations sur l'approvisionnement énergétique pourraient avoir un impact significatif sur les prix de l'énergie et le niveau général des prix. L'évolution toujours incertaine de la situation économique chez les principaux partenaires commerciaux de l'UE, en particulier la Chine, est également considérée comme un facteur de risque.

Après une croissance faible, voire négative pour certains en 2023, les économies du groupe de Visegrad s'orientent vers une reprise assez solide

Malgré un sérieux ralentissement de l'activité en début d'année, la **Pologne** devrait afficher en 2023 une croissance faible mais positive de 0,4%. Selon les prévisions, la reprise attendue pour 2024 (2,7%) et pour 2025 (3,2%) s'appuierait sur une augmentation solide de la consommation des ménages ainsi que sur l'évolution positive de l'investissement et la robustesse des exportations. La baisse de l'inflation, toujours élevée en 2023 (11,1%), serait lente compte tenu de la hausse des salaires (y compris la revalorisation du salaire minimum de 17,8% dès janvier 2024) et retardée par le maintien très probable au premier trimestre 2024 de certaines mesures anti-inflation. En conséquence selon la Commission, **la Pologne connaîtrait en 2024 l'inflation la plus élevée de l'UE, à 6,2%** (3,5% en moyenne dans l'UE). **La Pologne se singularise également par la dégradation attendue de son solde public (-5,8% du PIB) en 2023, année électorale, sous l'effet d'un rebond des dépenses sociales (hausse des salaires dans la fonction publique, prestations familiales, aides agricoles) et de défense. Le déficit resterait élevé tant en 2024 (-4,6%) qu'en 2025 (-3,9%).** Partant, la Commission estime que **la dette publique polonaise devrait augmenter de 50,9% du PIB en 2023 à 56,2% en 2025.**

Avec quatre trimestres consécutifs de croissance négative, l'économie **hongroise** devrait connaître une récession de -0,7% en 2023, pénalisée par une demande extérieure faible. Les prévisions de la Commission s'attendent néanmoins à une nette reprise 2024 (2,4%) puis en **2025 (3,6%), année où la**

Hongrie pourrait connaître le taux de croissance le plus élevé de l'UE. Selon la Commission, la reprise hongroise serait principalement stimulée par la hausse de revenu réel et la consommation des ménages, ainsi que par un rebond de l'investissement tiré par les IDE. L'inflation, très élevée en 2023 (**17,2% selon la Commission, soit le taux le plus élevé de l'UE**) devrait revenir à un chiffre en 2024 du fait d'un moindre effet de base et de la modération des prix des matières premières. Le déficit public devrait progressivement s'estomper passant de -5,8% du PIB en 2023 à -4,3% en 2024 et -3,8% en 2025. Cette baisse serait soutenue par la levée progressive des mesures contre l'inflation énergétique dont le coût diminuerait de 1,3% du PIB en 2023 à 0,8% en 2024.

Faisant suite à une légère récession estimée à -0,4% en 2023, **l'économie tchèque ne devrait retrouver de la vigueur que très progressivement.** La Commission estime que la croissance ne devrait être que de 1,4% en 2024 avant d'atteindre 3,0% en 2025. Le déclin de l'inflation de 12,2% en 2023 à 3,2% en 2024 puis à 2,4% en 2025 devrait rassurer les ménages et les inciter à consommer davantage tandis que le pays devrait connaître une accélération des arrivées d'IDE. Cependant, la levée des mesures d'atténuation des prix de l'énergie et la révision à la baisse des dépenses publiques engagée par le gouvernement devraient permettre de diminuer le déficit public de -3,8% du PIB en 2023 à -2,4% en 2024 puis -1,8% en 2025, mais risque d'atténuer le potentiel de la reprise.

La **Slovaquie**, qui devrait afficher en 2023 **le taux de croissance le plus élevé parmi les pays de la zone Europe centrale et balte (1,3%)**, doit avant tout la résistance de son économie à la robustesse des exportations. En revanche, **la reprise doit être très modérée** (1,7% en 2024 puis 2% en 2025) malgré une augmentation attendue de la consommation. L'investissement devrait également repartir à la hausse, alimenté par les fonds structurels européens, les fonds du PNRR et les dépenses engagées par l'Etat. L'alignement progressif des prix énergétiques avec les prix du marché devrait maintenir l'inflation à un niveau encore relativement élevé. L'IHPC devrait toutefois diminuer de 10,8% en 2023 à 5,2% en 2024 et 3% en 2025. Malgré l'extinction programmée des mesures anti-inflation (évaluées à 2,1% du PIB en 2023), les mesures sociales annoncées par le nouveau gouvernement (hausse des pensions de retraite, gratuité des repas pour les écoliers) pourraient maintenir le déficit public à un niveau élevé estimé à -5,7% du PIB en 2023 puis -6,5% en 2024 et -6,8% en 2025. Compte tenu de la baisse de la population active, le taux de chômage poursuivrait sa tendance baissière (5,4% prévu en 2025 contre 5,7% en 2023).

Tous en récession en 2023, les Etats baltes vont connaître une reprise solide mais moins rapide que prévue

L'Estonie devrait connaître en 2023 **la plus forte récession de l'UE avec une contraction du PIB estimée à -2,6%**. Ce résultat serait notamment dû à la détérioration de la consommation des ménages, à la baisse des investissements et à la moindre demande adressée par les partenaires commerciaux. Avec le rétablissement de la conjoncture chez les principaux partenaires commerciaux et la hausse prévue du revenu réel, la croissance devrait redémarrer en 2024 (1,9%) et accélérer en 2025 (2,7%). Malgré l'augmentation prévue de la TVA en 2024, l'inflation mesurée par l'IPCH devrait baisser, atteignant 3,5% en 2024 et 2,1% en 2025 contre 9,4% en moyenne en 2023. Le déficit public, estimé à 2,9% du PIB en 2023, devrait connaître une modération en 2024 (-2,4%), puis s'orienterait à nouveau à la hausse en 2025 avec la baisse programmée de la fiscalité sur les revenus et la hausse des dépenses de défense. La

dette publique devrait ainsi progresser de 19,2% en 2023 à 23,2% en 2025, tout en restant le **ratio le plus faible de l'UE**.

En **Lettonie**, le PIB devrait reculer en 2023 de 0,2%, freiné par une inflation élevée, qui pèse sur la consommation privée, et de faibles performances à l'exportation. La croissance devrait atteindre 2,4% l'an prochain et 3% en 2025, tirée par la consommation privée et les dépenses publiques. L'inflation, proche de 10% en 2023, devrait connaître une décrue en 2024 (3,2%) et en 2025 (1,9%) avec une baisse générale des prix, notamment énergétiques. La croissance des salaires nominaux devrait rester forte en 2024 et 2025, soutenue par le resserrement du marché du travail et les augmentations attendues du salaire minimum et des salaires publics. Le chômage, estimé à 6,8% en 2023, devrait diminuer légèrement en 2024 pour s'établir à 6,6% en 2024 puis 6,5% en 2025 sous le coup du manque croissant de main-d'œuvre lié au vieillissement de la population active. Selon la Commission, le déficit public devrait rester stable à 3,2% du PIB en 2023 et se maintenir à 3,1% en 2024 et 2025.

En **Lituanie**, après une légère contraction du PIB prévue par la Commission pour 2023 (-0,4%), en raison de l'inflation élevée (8,8%) qui a pesé sur la consommation privée, la croissance devrait repartir à la hausse en 2024 (2,5%) et en 2025 (3,4%). La conjoncture devrait être stimulée par la reprise de la consommation privée, aidée par l'atténuation des pressions sur les prix et par l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Grâce à une forte baisse des prix de l'énergie anticipée par la Commission, l'inflation devrait passer sous la barre des 3% dès 2024 et atteindre 2,5% en 2025. L'investissement public, en particulier les investissements financés sur les fonds européens, devrait rester élevé, en particulier dans la construction militaire et dans le secteur énergétique. Avec l'accélération prévue de la croissance, mais aussi en raison de la baisse de la main-d'œuvre disponible, le marché du travail devrait se resserrer, entraînant une légère baisse du chômage de 6,8% en 2023 à 6,7% en 2024 et 6,5% en 2025. Selon les prévisions de la Commission, le déficit public devrait croître de -1,6% du PIB en 2023 à -2,3% en 2024 du fait de la hausse des dépenses sociales et des salaires de la fonction publique. Toutefois, la Commission anticipe que le déficit se résorberait légèrement en 2025 (-2,1%), maintenant la dette publique sous le seuil des 40% du PIB.

Annexe. Prévisions économiques de la Commission européenne d'automne 2023.

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
PIB (variation annuelle)							
2023	0,4	-0,7	-0,4	1,3	-2,6	-0,2	-0,4
<i>Prév. de printemps 2023</i>	0,7	0,5	0,2	1,7	-0,4	1,4	0,5
2024	2,7	2,4	1,4	1,7	1,9	2,4	2,5
<i>Prév. de printemps 2023</i>	2,7	2,8	2,6	2,1	3,1	2,8	2,7
2025	3,2	3,6	3,0	2,0	2,7	3,0	3,4
Inflation (HICP, variation annuelle)							
2023	11,1	17,2	12,2	10,8	9,4	9,6	8,8
<i>Prév. de printemps 2023</i>	11,7	16,4	11,9	10,9	9,2	9,3	9,2
2024	6,2	5,2	3,2	5,2	3,5	3,2	2,9
<i>Prév. de printemps 2023</i>	6,0	4,0	3,4	5,7	2,8	1,7	2,2
2025	3,8	4,1	2,4	3,0	2,1	1,9	2,5
Chômage (% population active)							
2023	3,0	4,1	2,4	5,7	7,0	6,8	6,8
2024	2,8	4,2	2,5	5,4	6,9	6,6	6,7
2025	2,7	4,1	2,5	5,2	6,8	6,5	6,5
Solde public (% PIB)							
2023	-5,3	-5,8	-3,8	-5,7	-2,9	-3,2	-1,6
2024	-4,6	-4,3	-2,4	-6,5	-2,4	-3,1	-2,3
2025	-3,9	-3,8	-1,8	-6,8	-3,6	-3,1	-2,1
Dettes publique brute (% PIB)							
2023	50,9	69,9	44,7	56,7	19,2	41,7	37,3
2024	54,4	71,1	45,5	59,9	20,5	42,3	38,3
2025	56,2	70,3	45,5	62,9	23,2	43,2	39,0
Solde courant (% PIB)							
2023	1,2	0,9	-0,3	-2,1	0,6	-4,2	0,3
2024	1,0	0,1	0,8	-2,9	1,1	-3,2	0,1
2025	1,1	-0,4	0,9	-3,0	0,5	-2,8	-0,1

Pour aller plus loin :

- Les prévisions économiques de la Commission européenne d'automne 2023 : [Autumn 2023 Economic Forecast: A modest recovery ahead after a challenging year - European Commission \(europa.eu\)](#)
- Les prévisions pour l'Estonie : [Economic forecast for Estonia \(europa.eu\)](#)
- Les prévisions pour la Hongrie : [Economic forecast for Hungary \(europa.eu\)](#)
- Les prévisions pour la Lettonie : [Economic forecast for Latvia \(europa.eu\)](#)
- Les prévisions pour la Lituanie : [Economic forecast for Lithuania \(europa.eu\)](#)
- Les prévisions pour la Pologne : [Economic forecast for Poland \(europa.eu\)](#)
- Les prévisions pour la Tchéquie : [Economic forecast for Czechia \(europa.eu\)](#)
- Les prévisions pour la Slovaquie : [Economic forecast for Slovakia \(europa.eu\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international


**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
Rédacteurs : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga
Revu par : Anselme IMBERT

Pour s'abonner :

cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr